

6 International

Les Pays-Bas, terrain vague de violences

TENSIONS Le dirigeant d'extrême droite Geert Wilders accuse les libéraux d'avoir «fermé les yeux» sur la montée de l'antisémitisme. Samedi, la totalité des fans du Maccabi Tel-Aviv, que des bagarres ont opposés jeudi à des résidents locaux, avaient regagné Israël

JEAN-PIERRE STROOBANTS (LE MONDE), AMSTERDAM

Au milieu de la matinée, dimanche 10 novembre, ils n'étaient qu'une dizaine, châle autour du cou et drapeau aux couleurs de la Palestine sur le dos, rassemblés face à quelques policiers sur le Dam, la principale place de la capitale néerlandaise. Ils espéraient exprimer leur soutien aux victimes de Gaza, en dépit des incidents violents survenus jeudi 7 novembre à l'issue d'une rencontre de football entre l'Ajax Amsterdam et le Maccabi Tel-Aviv. Quelque 3000 supporters de l'équipe israélienne étaient alors présents dans la ville, où des bagarres avaient éclaté en divers endroits, malgré la présence d'environ 800 policiers.

Manifestation dispersée

Frank van der Linde, un des dirigeants du mouvement pro-palestinien, avait introduit un recours en urgence pour obtenir l'autorisation de défiler à 14h dimanche, malgré l'annonce vendredi par la mairie de l'interdiction de tout rassemblement. Un juge a toutefois rejeté le recours du militant, confirmant que la mesure décrétée par les autorités municipales resterait en application pendant plusieurs jours. Estimant que «le risque d'affrontements existe toujours», le magistrat s'est notamment appuyé sur des informations de la police, selon laquelle des personnes avaient encore été forcées, pendant la nuit de samedi à dimanche, de prouver qu'elles n'étaient pas israéliennes pour échapper à de petits groupes d'individus violents.

«Il faut en revenir à ce dont il faut vraiment parler: le génocide à Gaza. Nous en avons vraiment assez d'apparaître comme des antisémites. Oui, il y a eu des incidents antisémites, mais les comparer à un pogrom est totalement sans fondement», expliquait M. van der Linde, faisant allusion aux propos tenus vendredi par les plus hautes autorités israéliennes, ainsi que par Geert Wilders, le dirigeant du Parti pour la liberté (PVV, extrême droite), membre de la coalition au pouvoir à La Haye.

Les bagarres de jeudi ont fait cinq blessés, qui ont pu rapidement quitter l'hôpital. Samedi, la



Des manifestants pro-palestiniens face à la police néerlandaise sur la place du Dam. (AMSTERDAM, 10 NOVEMBRE 2024/ROBIN VAN LONKHUIJSEN/EPA)

totalité des supporters du Maccabi avait regagné Israël. Quatre individus, dont deux mineurs, étaient encore sous les verrous et devaient être présentés à un juge, tandis qu'une équipe spéciale de la police examinait toutes les images disponibles pour identifier d'autres auteurs des violences. L'avocat Adem Çatbas lançait, de son côté, une invitation à se faire connaître à tous ceux qui auraient été victimes des «violences, incitations à la haine, insultes et menaces» qu'auraient commises des supporters israéliens.

Dimanche, vers 14h, plusieurs centaines de protestataires ont, malgré l'interdiction, rejoint le rassemblement pro-palestinien du Dam. Une jeune étudiante qui avait enfreint l'interdiction de porter une écharpe sur le visage était rapidement arrêtée et, aux abords de la place, des policiers appli-

quaient une autre mesure décidée par la mairie: des fouilles préventives. «Les supporters sont tous partis: qu'est-ce qu'on veut éviter? Que nous puissions exprimer nos émotions?» criait Milika, une étudiante en sociologie. Une heure plus tard, les forces de l'ordre invitaient les manifestants à se disperser, lançant une charge contre les récalcitrants et opérant des arrestations, dont celle de M. van der Linde.

Samedi soir, c'est dans le Jodenbuurt, le quartier juif de la ville, qui fut l'un des plus grands du monde avant la Deuxième Guerre mondiale, que d'autres habitants exprimaient leur déception. «Il est honteux que nous ne puissions pas nous réunir, lâchait un homme en colère, refusant de décliner son identité. Pour la première fois de ma vie, je n'ai pas osé mettre ma kippa». La commémoration de la

Nuit de cristal, qui vit, pendant la nuit du 8 au 9 novembre 1938, les nazis organiser des pogroms contre les juifs d'Allemagne, avait été annulée, en accord avec les organisations juives néerlandaises, par crainte d'autres violences.

«C'est terrible, pourquoi n'arrivons-nous plus à nous parler?» interrogeait Annie Wong, une habitante du quartier, tout en expliquant aux policiers postés au coin de la rue qu'elle avait eu «la peur de [sa] vie jeudi soir», quand de jeunes individus ont tambouriné à sa porte. «Des Juifs ou des Arabes, Madame?» l'interrogeait un agent. «Je ne sais pas, ils se ressemblent...»

Dés lundi, le dossier des affrontements devrait, en tout cas, quitter le terrain sécuritaire pour gagner celui de la politique. Lancée par M. Wilders qui, dès vendredi, avait réclamé la démission de Femke Hal-

sema, la maire écologiste d'Amsterdam, la polémique sera alimentée par la question de la prise en compte, ou non, par les diverses autorités des avertissements qui leur auraient été adressés. Trois jours avant la rencontre, le groupe international d'action Week4Palestine avait demandé à Mme Halsema d'interdire la rencontre, en raison notamment du risque d'affrontement avec les ultras du Maccabi, parmi lesquels, précisait l'ONG, figurent des militaires «entraînés à la violence [extrême]».

La maire expliquait vendredi que le service de l'antiterrorisme qu'elle avait consulté n'avait pas évoqué de «menaces concrètes». Une déclaration qui a suscité une réaction ambiguë du ministre de la Justice, David van Weel. Tout en reconnaissant l'absence de menaces concrètes, M. van Weel a transmis vendredi aux députés une lettre du

coordonnateur de l'antiterrorisme, envoyée quelques jours avant le match à la mairie, à la police et à la justice, dans laquelle il évoquait la «possibilité» d'incidents violents à l'occasion de cette rencontre de la Ligue Europa. Le ministre a ajouté qu'il diligenterait une enquête sur les «possibles signaux» venus d'Israël, où la chaîne de télévision Channel 12 a affirmé que le Mossad aurait alerté les autorités néerlandaises quant aux risques de violences.

M. Wilders, qui a tenté vendredi de se poser en principal interlocuteur d'une délégation israélienne dépechée à la hâte vers Amsterdam, entend obtenir un débat d'urgence à la Chambre des députés. Ses appels à l'expulsion de tous les fauteurs de troubles qui seraient identifiés – alors que la police pense que beaucoup possèdent la nationalité néerlandaise – comme sa critique concernant ses partenaires libéraux, qu'il accuse d'avoir «manqué de courage» et «fermé les yeux depuis dix ans» sur la montée de l'antisémitisme, font monter la tension.

«Oui, il y a eu des incidents antisémites, mais les comparer à un pogrom est totalement sans fondement»

FRANK VAN DER LINDE, L'UN DES DIRIGEANTS DU MOUVEMENT PRO-PALESTINIEN

Le premier ministre, Dick Schoof, risque d'avoir fort à faire pour calmer les esprits au sein de sa fragile coalition, qui doit dévaler tout prochainement une «nouvelle approche» censée endiguer les actes antisémites. «Ce que nous vivons, c'est la conséquence de la polarisation encouragée par les politiciens. Où sont les éléments susceptibles de rapprocher les gens?» interroge Mourad al-Otmami, initiateur du mouvement Young Amsterdam, qui veut favoriser le dialogue entre les communautés de la ville. ■

Renvois des clandestins, le plan risqué de Donald Trump

ÉTATS-UNIS Le futur 47e président des États-Unis promet de mener la plus «grande opération de renvois d'immigrants illégaux dans l'Histoire de l'Amérique». S'il est mis en œuvre, ce programme va fortement pénaliser la construction et l'agriculture. Il aura aussi un coût astronomique

STÉPHANE BUSSARD, WASHINGTON
✉ @StephaneBussard

A partir du 20 janvier 2025, quand il sera investi 47e président des États-Unis, Donald Trump aura pour priorité de mettre en œuvre dès son premier jour à la Maison-Blanche «la plus grande opération d'expulsion de migrants illégaux dans l'Histoire des États-Unis». C'est ce qu'il a déclaré lors de son meeting électoral au Madison Square Garden en octobre. Dans cette optique, il a annoncé dimanche la nomination de Thomas Homan en qualité de «tsar des frontières». Ce dernier n'est pas un inconnu. Il dirigeait déjà le Service de l'immigration et des douanes (ICE) sous Trump. Lors d'une récente conférence, il n'avait laissé planer aucun doute sur son positionnement par

rapport au plan d'expulsion massive de migrants clandestins: «Personne n'y échappera. Si vous êtes ici illégalement, vous avez intérêt à regarder autour de vous.»

«Les clandestins? Des animaux»

Derrière les effets d'annonce qui ont permis au candidat républicain de convaincre une majorité d'Américains dubitatifs par rapport à la capacité de la démocrate Kamala Harris à gérer les frontières, le plan de Trump soulève nombre de questions sur la légalité, la faisabilité et l'impact économique de son programme d'expulsion.

Donald Trump parle de 21 millions d'immigrants illégaux. En réalité, ils sont entre 8 et 11,5 millions dont plus de 80% vivent aux États-Unis depuis plus d'une décennie. A ce jour, le futur président républicain n'a toutefois pas précisé qui serait renvoyé, lui qui a qualifié nombre de migrants passant la frontière américano-mexicaine de personnes qui «empoisonnaient le sang du pays», de gens qui ne «sont pas des humains, mais des animaux». Quels types de criminels seront dans le collimateur? Les détails manquent. Personne ne sait si les migrants établis sur sol états-unien

depuis plus de dix ans et si les «Dreamers», les enfants de migrants qui sont nés aux États-Unis et auxquels l'administration Obama a permis de rester pour finir leurs études seront également expulsés.

Le plan Trump suscite de vives inquiétudes dans les milieux économiques. Il va «exacerber la pénurie actuelle de main-d'œuvre dans les secteurs qui dépendent fortement des travailleurs sans papiers», selon Nan Wu, directeur de recherche à l'American Immigration Council (AIC) cité par CNBC. A commencer par le secteur de la construction où un ouvrier sur huit est un sans-papiers. Dans le pays, 14% des employés de la construction sont considérés comme des immigrants illégaux. L'expulsion de nombre d'entre eux aurait pour conséquence une hausse des coûts de construction et des retards importants dans l'exécution des travaux. Si un projet immobilier prend en moyenne dix-huit mois pour se concrétiser, il pourrait à l'avenir prendre jusqu'à cinq ans en raison d'une pénurie de personnel.

La situation est similaire dans l'agriculture où un quart des travailleurs sont des sans-papiers. En Californie, Etat qui four-

nit une part importante de la production agricole du pays, le nombre de travailleurs clandestins dépasse les 41%. L'AIC craint que le plan de Trump fasse reculer le PIB américain de 1100 à 1700 milliards de dollars. Des chiffres qui n'émeuvent pas le tsar de l'immigration, Thomas Homan qui se dit prêt à mener des raids dans les entreprises.

88 milliards par année

D'un point de vue logistique, l'entreprise d'expulsion voulue par le futur occupant du Bureau ovale sera un vrai casse-tête. Les 20 000 agents du Service de l'immigration et des douanes ne seront pas en mesure de mener jusqu'à un million de renvois par année. Les autorités et les polices locales que la future administration fédérale aimerait solliciter ne seront pas forcément disposées à participer à cette opération d'expulsions en masse. Recourir à l'armée ou à la Garde nationale pour le faire? Une telle mesure est très controversée. Légèrement, les renvois ne pourront se faire sans respecter un minimum de règles. Les migrants sans papiers ont le droit d'être entendus par une cour de justice avant de se faire signifier leur renvoi. Et les milieux des

droits de l'homme vont sans doute déposer une multitude de recours en justice.

Il est un aspect sur lequel Donald Trump passe comme chat sur braise: le coût du programme. Dimanche, il a déclaré à NBC que l'opération ne dépend pas de ce qu'elle va coûter. L'American Immigration Council en a pourtant calculé le coût: en moyenne 88 milliards de dollars par an et 968 milliards sur une décennie. Or en 2023, le budget du Service de l'immigration pour les renvois se chiffrait à 420 millions de dollars alors que cette année-là, 140 000 clandestins avaient été expulsés. Les dégâts d'image pourraient aussi être considérables. Des scènes dramatiques filmées dans des camps d'internement avant expulsion ou des enfants seraient séparés de leurs parents pourraient avoir un impact important sur l'opinion publique.

Au cours de son premier mandat, l'administration Trump avait renvoyé environ 1,5 million de sans-papiers. Le gouvernement de Joe Biden approche ce chiffre. Sous la présidence Barack Obama, parfois dénommé «le deporteur en chef», plus de 3 millions d'immigrants illégaux avaient été expulsés. ■